

FLASH ISP

>>> "Caroline Dodd-Taleb" <Caroline.Taleb@world-psi.org> 02/28/07 8:30 >>>

International des services publics www.world-psi.org <<http://www.world-psi.org>> février 2007

À vos agendas !

20 février Forum de discussion ISP/OIT/FSI sur l'équité salariale, Genève
20-22 février Réunion du Comité consultatif de l'ISP pour les pays arabes, Amman, Jordanie
26 février-9 mars Commission des Nations Unies sur la condition de la femme, New York
28 février-2 mars Réunion de l'EASRAC, Macao
8 mars Journée internationale de la femme
8-9 mars Réunion du collège électoral d'Europe centrale, Prague
8-10 mars Réunion du SEASRAC, Cebu, Philippines
8-22 mars Campagne de l'ISP « Eau, femmes et travail : sources de vie »
12-14 mars Cours d'introduction sur l'ISP

Philippines : l'ISP demande un arrêt immédiat des exécutions extrajudiciaires

Une délégation de l'ISP s'est rendue aux Philippines du 12 au 15 février pour examiner la question des droits syndicaux dans ce pays où, rien que l'année dernière, les exécutions extrajudiciaires ont fait plus de 800 victimes, dont 80 syndicalistes. Des milliers d'autres personnes subissent des menaces et du harcèlement du fait de leur affiliation politique ou de leurs activités syndicales ou pour avoir dénoncé des cas de corruption. Hans Engelberts, Secrétaire général de l'ISP, et les autres membres de la délégation, ont pu rencontrer le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires et arbitraires, pour exprimer l'inquiétude de l'ISP de voir les syndicalistes particulièrement visés par cette vague d'exécutions et de menaces. Il a salué l'invitation du Rapporteur des Nations Unies par le gouvernement philippin, geste qu'il a interprété comme une reconnaissance de la gravité de la situation. L'ISP continuera à suivre la situation de près. L'ISP a envoyé un communiqué de presse, pour y accéder cliquez ici.

<<http://www.world-psi.org/TemplateFr.cfm?Section=Home&Template=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm&ContentID=16252>>

Répression syndicale et violence en Guinée

L'ISP déplore le climat de violence permanent qui règne actuellement en Guinée, où l'état de siège a été décrété par le gouvernement, et s'associe à l'OIT et à la CSI pour exiger des garanties quant à la sécurité des responsables syndicaux. Le bilan humain s'élève à plus de 80 morts et à des centaines de blessés pour janvier et la première quinzaine de février. La vie des syndicalistes et des opposants au régime est gravement menacée.

Le bureau régional africain de l'ISP est en communication constante avec les affiliés guinéens depuis le début de la crise, et leur a envoyé une aide financière. Par l'intermédiaire du bureau régional, les affiliés nous ont indiqué que la situation se dégrade de jour en jour. Les prix atteignent des sommets, les négociations avec le gouvernement stagnent, les accords signés avec le gouvernement ne sont plus reconnus. Les syndicalistes sont victimes d'arrestations et d'agressions, et les bâtiments et locaux des syndicats sont saccagés. Le chef d'État lui-même a menacé les syndicalistes et donné l'ordre de les réprimer. Vous trouverez plus d'informations sur le site www.ituc-csi.org <<http://www.ituc-csi.org>> .

Congrès mondial de l'ISP 2007

Le Congrès mondial de l'ISP aura lieu à Vienne, en Autriche, du 24 au 28 septembre. Tous les affiliés de l'ISP ont maintenant reçu les documents relatifs à ce grand rendez-vous. Veuillez garder à l'esprit que les droits de représentation et de vote sont conditionnés par le paiement par chaque syndicat des cotisations requises, et ce avant le 28 février 2007, sauf pour les cas de demande d'exonération ou de réduction avant cette date. Des ateliers peuvent être proposés au moyen du formulaire prévu à cet effet, qui doit être renvoyé au siège de l'ISP avant le 24 février. De plus amples informations ainsi que l'ensemble des documents et formulaires sont disponibles sur le site www.world-psi.org/congress2007 <<http://www.world-psi.org/congress2007>> . Les affiliés qui ne

parviennent pas à accéder à cette page sont priés de contacter communications@world-psi.org <<mailto:communications@world-psi.org>> .

Bienvenue à l'ISP !
Nouveau responsable des services de santé et des services municipaux

C'est avec grand plaisir que nous accueillons Jorge Mancillas au sein de notre équipe, au poste de Responsable des services de santé et des services municipaux. Né en Basse-Californie, au Mexique, Jorge a vite été confronté au monde du travail. Il a travaillé toute sa vie pour la fonction publique ou un syndicat de la fonction publique. Après avoir décroché un doctorat en neurobiologie aux États-Unis, il a travaillé pendant plusieurs années en tant que chercheur en biomédecine à l'université de Californie, et a mis ses compétences scientifiques au profit de divers dossiers de santé publique. Plus récemment, Jorge a travaillé pour les syndicats américains SEIU et AFSCME, tous deux affiliés à l'ISP. Jorge soutiendra les affiliés de l'ISP dans leur combat pour des services publics de qualité en accroissant la densité syndicale, en nous créant des capacités et en renforçant la coordination internationale.

Indonésie : Nouveau coordinateur de projet

L'ISP est heureuse d'accueillir un nouveau Coordinateur de projet pour l'Indonésie. F.X. Supiarso remplace Indah Budiarti et sera responsable du Projet financé par SASK/JHL (Finlande) et KNS (Suède). Il travaillera en partenariat avec les affiliés indonésiens pour renforcer et développer les capacités syndicales au travers de la planification, la gestion, l'évaluation et la coordination de la mise en œuvre des activités du projet. Supiarso possède une maîtrise en santé et sécurité au travail. Il a travaillé avec plusieurs organisations non-gouvernementales dans le domaine des questions liées au travail. « Travailler pour l'ISP élargit mon monde plus que jamais, et change aussi ma manière de le voir », a-t-il déclaré.

Responsable de la promotion des services publics

L'ISP recrute actuellement un/une Responsable de la promotion des services publics au siège de l'ISP à Ferney-Voltaire. Cette personne dirigera les programmes d'action de l'ISP sur les enjeux de la mondialisation (questions liées à la Banque mondiale, au Fonds monétaire international, à l'OCDE, à l'Organisation mondiale du commerce et aux entreprises multinationales) et sur les services de l'administration publique (répondre aux besoins des membres des affiliés de l'ISP qui travaillent dans la fonction publique). Le/la candidat/e retenu/e doit soit être titulaire d'un diplôme universitaire, soit avoir une expérience professionnelle équivalente dans le domaine de la politique commerciale/économique internationale, des relations professionnelles et des sciences sociales, soit avoir de bonnes connaissances des enjeux de la mondialisation, ajoutées à une grande expérience en matière de campagnes et de renforcement des capacités, de préférence dans un syndicat ou une organisation associative. La parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable et la connaissance d'autres langues constitue un atout. La date limite de réception des candidatures a été fixée au 5 mars. Pour plus d'informations, voir www.world-psi.org/emplois <<http://www.world-psi.org/emplois>> .

Bienvenue à Yvette de la Cruz

L'ISP souhaite la bienvenue à Yvette de la Cruz, du département Droit des femmes de l'AFSCME, qui sera détachée au siège de l'ISP du 19 février au 30 mars. Yvette suit actuellement une maîtrise à l'Université mondiale du travail. Elle sera affectée au département Égalité et Droits, et plus particulièrement au projet sur la migration et les travailleuses de la santé.

Site Internet de la campagne « Eau, femmes et travail : sources de vie »

Le site Internet de la campagne que nous mènerons du 8 au 22 mars : « Eau, femmes et travail : sources de vie » s'ouvre le 2 mars à l'adresse www.world-psi.org/water2007 <<http://www.world-psi.org/water2007>> . Vous y trouverez des liens renvoyant vers des supports de campagne et des informations complémentaires. Le site est disponible en anglais, en français et en espagnol, mais beaucoup de supports ont été traduits dans d'autres langues (thaï, indonésien bahasa, arabe...). Pour obtenir de plus amples

informations, veuillez contacter l'organisatrice de la campagne Catherine.Laflamme@world-psi.org <<mailto:Catherine.Laflamme@world-psi.org>> .

Conférence de l'Université mondiale du travail

La Conférence de l'Université mondiale du travail (GLU) et la réunion annuelle de son Conseil auront lieu à Johannesburg du 1er au 4 avril. Cette Conférence est accueillie par l'université de Witwatersrand, partenaire de la GLU, qui propose depuis janvier 2007 un programme de maîtrise intitulé « Travail et développement ». La Conférence aura donc pour thème général « Le travail et les défis du développement ». Sur la suggestion formulée l'année dernière par les Syndicats mondiaux lors de la réunion du Conseil, une importance toute particulière sera accordée à l'enjeu « Commerce, travail et développement ». La Conférence sera suivie le 4 avril de la réunion annuelle du Conseil de la GLU, pour évaluer les avancées accomplies et discuter des activités futures. Bob Harris, de l'Internationale de l'Education, représente les Syndicats mondiaux au sein du Comité directeur de la GLU. Mike Waghorne, de l'ISP, prononcera un discours en plénière sur le thème « Travail, commerce et développement ». Kristian Weise et Esther Busser, de la CSI, présenteront des rapports de recherche. La Conférence comptera également avec la présence de plusieurs chercheurs(euses) syndicaux dépêchés par des syndicats nationaux. Vous trouverez ci-dessous les documents de la Conférence (uniquement disponibles en anglais). Le formulaire de préinscription doit être renvoyé aux organisateurs(trices) avant le 10 mars.

*

Conference programme <http://www.world-psi.org/TemplateEn.cfm?Section=Africa_and_Arab_countries&Template=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm&ContentFileID=15172>

*

Council meeting agenda <http://www.world-psi.org/TemplateEn.cfm?Section=Africa_and_Arab_countries&Template=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm&ContentFileID=15173>

*

Pre-registration form <http://www.world-psi.org/TemplateEn.cfm?Section=Africa_and_Arab_countries&Template=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm&ContentFileID=15174>

Conférence sur les droits syndicaux en Inde, Chennai, Tamil Nadu

Le Bureau sous-régional de l'ISP en Asie du Sud a organisé une conférence de deux jours les 26 et 27 janvier pour attirer l'attention sur l'inexistence des droits syndicaux des agent(e)s de la fonction publique en Inde, et dénoncer les violations permanentes des droits des militant(e)s syndicaux. Plus de 250 délégué(e)s de 11 syndicats des services publics du Tamil Nadu ont assisté à la conférence. La salle regorgeait de bannières et d'affiches hautes en couleurs, dont beaucoup avaient été préparées par les syndicats. Le message global que souhaitaient transmettre ces supports, les orateurs(trices), les intervenant(e)s et les groupes de travail, c'est que l'Inde doit ratifier les Conventions 87 et 98 de l'OIT, et reconnaître le droit des agent(e)s de la fonction publique à rejoindre ou créer un syndicat et à mener des négociations collectives. La conférence a attiré l'attention sur les persécutions dont sont victimes les responsables syndicaux et sur les piètres conditions de travail et de rémunération. Les salaires de la fonction publique sont nettement inférieurs à la moyenne car ils n'ont été revus que 6 fois en 60 ans. Les femmes des services de santé et d'accueil des enfants dans les régions rurales sont les plus touchées. La conférence fera l'objet d'un suivi sous la forme d'un Projet sur les droits syndicaux en Inde financé par SASK.

Commission des Nations Unies sur la condition de la femme

La 51ème session de la Commission des Nations Unies sur la condition de la femme se tiendra du 26 février au 9 mars à New York. Conformément à son programme de travail pluriannuel pour 2007-2009, la Commission se penchera en priorité sur le thème « Mettre fin à la discrimination et à la violence à l'égard des filles ». L'ISP y déléguera dix représentantes, et la CSI, l'IE et l'ISP publieront un communiqué commun et organiseront une table ronde sur les filles. WEDO (Women's Environment and Development Organisation) organisera une réunion de stratégie sur le projet en cours Réforme des Nations Unies et recommandations sur l'égalité des sexes. Vous trouverez d'autres informations et documents de référence à l'adresse <http://www.un.org/womenwatch/daw/csw/51sess.htm> <<http://www.un.org/womenwatch/daw/csw/51sess.htm>> .

Forum de discussion sur l'équité salariale

L'OIT, l'ISP et les Fédérations syndicales internationales organisent un Forum de discussion sur l'équité salariale le 20 février au siège de l'OIT, à Genève. L'ordre du jour de cette journée est bien rempli. Après l'ouverture et quelques mots d'introduction de Manuela Tomei (Déclaration de l'OIT), Nora Wintour (ISP) et Chidi King (ISP), les orateurs(trices) de divers départements de l'OIT effectueront des présentations (Dernières tendances concernant l'application de la Convention n° 100 de l'OIT ; Salaires dans le monde : évolutions et défis ; Suivi de la résolution de 2004 sur l'égalité entre hommes et femmes, l'égalité de rémunération et la protection de la maternité). Chidi King, Responsable des questions d'égalité et des droits de l'ISP, fera le point sur l'évaluation et les activités de la campagne de l'ISP en faveur de l'équité salariale. L'OIT présentera son guide sur les différentes étapes de l'évaluation des emplois exempté de préjugés liés au genre. Les Syndicats mondiaux soumettront une proposition de consultation technique sur l'évaluation des emplois. Enfin, le Centre de formation de l'OIT à Turin présentera ses projets de programmes de formation sur l'équité salariale. Pour obtenir plus d'informations, veuillez contacter equality@world-psi.org <<mailto:equality@world-psi.org>> .

Journée d'action du PCS le 23 février & Journée sans heures supplémentaires

Après avoir organisé une grève très réussie le 31 janvier et décrété deux semaines de travail sans heures supplémentaires, l'affilié britannique PCS organise une journée d'action officielle le vendredi 23 février. Celle-ci coïncide avec la journée « Work Your Proper Hours Day » (« Journée sans heures supplémentaires ») qu'organise chaque année la confédération TUC pour sensibiliser à l'équilibre vie professionnelle/vie privée et aux horaires de travail. Les membres du PCS sont appelés à ne pas effectuer d'heures supplémentaires, rémunérées ou non ; à prendre tout leur temps de pause et de pause-déjeuner ; à quitter le bureau à l'heure ; et, en cas d'horaire flexible, à effectuer le minimum d'heures requises. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la campagne nationale menée par le syndicat pour obtenir du gouvernement la garantie qu'il n'y aura pas de licenciements obligatoires ou de relocalisations ; que les salaires seront au minimum alignés sur l'augmentation du coût de la vie ; qu'un système de rémunération équitable sera mis en place dans la fonction publique ; qu'il n'y aura plus de privatisations et d'externalisations sans conventions de protection des salarié(e)s ; et que des ressources adéquates et des conditions de travail décentes seront mises en œuvre. Pour en savoir plus, veuillez consulter les sites suivants <http://www.pcs.org.uk/Templates/Internal.asp?NodeID=907745> <<http://www.pcs.org.uk/Templates/Internal.asp?NodeID=907745>> et <http://www.worksmart.org.uk/workyourproperhoursday/> <<http://www.worksmart.org.uk/workyourproperhoursday/>> .

Combat pour les droits des travailleurs et des travailleuses aux îles Fidji

Depuis que les militaires ont pris le pouvoir aux îles Fidji en décembre 2006, les syndicats font tout ce qu'ils peuvent pour préserver les droits des travailleurs et des travailleuses. Les syndicats du secteur public ont la lourde tâche de défendre la convention collective actuelle face au gouvernement par intérim. L'ancien gouvernement, le SDL, avait signé un accord de partenariat mutuel avec la confédération syndicale, par lequel le gouvernement est tenu de verser les arriérés salariaux dus aux travailleurs(euses). Le gouvernement par intérim souhaite annuler cet accord, au motif que les finances publiques sont au plus mal et l'on économiserait ainsi 80 millions de dollars fidjiens. Les négociations portent aussi sur la proposition du gouvernement par intérim de faire passer l'âge de la retraite de 60 à 55 ans, et de mener une évaluation des emplois pour revoir les fonctions et les salaires dans le secteur public. L'ISP continuera à suivre la situation.

Ne soyez pas trop polies, les filles !

L'affilié de l'ISP Australian Services Union (ASU) a préparé toute une gamme de supports de campagne qui seront diffusés dans différents secteurs en 2007 pour mobiliser les femmes et renforcer leur militantisme, tant dans la société que dans la politique et au travail. Sous le slogan « Ne soyez pas trop polies, les filles ! », cette campagne s'appuie sur des autocollants, des affiches, une charte et une liste en 10 points « Ce que les femmes doivent savoir ».

Les grands objectifs de la campagne sont : au travail - faire en sorte que les adhérentes de l'ASU gagnent en assurance pour obtenir et améliorer les droits sur leur lieu de travail et dans leur secteur d'activité ; dans la société - faire en sorte que les adhérentes de l'ASU gagnent en assurance pour s'investir et influencer positivement les droits au travail et d'autres dossiers dans leur communauté ; et en politique - faire en sorte que les adhérentes de l'ASU soient associées activement et stratégiquement aux campagnes sur les droits au travail et d'autres enjeux qui concernent les femmes. Voir www.asu.asn.au/women <<http://www.asu.asn.au/women>> .

ANASE : Accord de reconnaissance mutuelle des services infirmiers

Lors de leur réunion de décembre aux Philippines, les ministres de l'économie de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ANASE) ont conclu un Accord d'intégration économique comprenant une convention de reconnaissance mutuelle des services

infirmiers. Cette convention facilitera la mobilité des personnels infirmiers dans la région ANASE, renforcera l'échange d'informations et de connaissances sur les normes et qualifications, promouvra l'adoption de meilleures pratiques et ouvrira des perspectives en matière de formation et de renforcement des capacités. Pour pratiquer dans les pays membres, les personnels doivent être autorisés et/ou agréés dans leur pays d'origine et obtenir la reconnaissance de leur autorisation ou de leur agrément dans le pays hôte. Un Comité conjoint de coordination des services infirmiers gèrera la mise en œuvre de la convention. L'Accord d'intégration économique porte également sur l'intégration de secteurs prioritaires pour l'ANASE et comprend un accord-cadre sur les services, dont les soins de santé, le tourisme, les technologies de l'information, les communications, les services commerciaux, la construction et le transport maritime. Plus d'informations sur le site <http://www.aseansec.org> <<http://www.aseansec.org/>> .

La Mauritanie ratifie la Convention des Nations Unies sur les travailleurs migrants

Le 22 janvier, la République islamique de Mauritanie a ratifié la Convention des Nations Unies sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille, devenant ainsi le 35ème État Partie à la Convention. Celle-ci, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 18 décembre 1990 et entrée en vigueur le 1er juillet 2003, constitue le traité international le plus complet en matière de droits humains fondamentaux et de principes et normes du travail pour les travailleurs et travailleuses migrants et les membres de leur famille. À ce jour, elle a été signée par 28 pays, étape préliminaire à la ratification.

Les Nations Unies octroient le statut consultatif à des groupes LGBT

Le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) a octroyé le statut consultatif à trois organisations non-gouvernementales de défense des droits des lesbiennes, gays, bisexuels et transsexuels (LGBT) qui se battent contre les violations des droits humains fondées sur les préférences sexuelles et l'identité de genre. Le statut consultatif permettra à ces ONG d'œuvrer directement à la protection des droits humains et à d'autres enjeux importants pour la communauté LGBT puisqu'il leur donne accès aux réunions des Nations Unies, aux rapports verbaux et écrits, aux représentant(e)s nationaux et à l'organisation de manifestations de sensibilisation aux violations et discriminations dont sont victimes les LGBT partout dans le monde. Voir http://www.un.org/News/fr-press/docs/2006/ECOSOC_6242.doc.htm <http://www.un.org/News/fr-press/docs/2006/ECOSOC_6242.doc.htm> .

Victoires pour les services publics d'eau au Brésil

L'ouvrage « Successful Experiences in Municipal Public Water and Sanitation Services from Brazil » (diffusé initialement en portugais en juin 2006 par l'ASSEMAE), aujourd'hui publié par le Transnational Institute, présente vingt exemples de réussite en matière de distribution publique d'eau dans des municipalités brésiliennes, petites et grandes, riches et défavorisées. La ville de Porto Alegre est déjà connue dans le monde entier pour sa budgétisation participative et ses autres réformes démocratiques visant un accès universel à l'eau salubre. Ce recueil révèle que son exemple a été suivi dans beaucoup d'autres villes brésiliennes et que ces stratégies ont souvent permis une expansion rapide de l'accès à l'eau et à l'assainissement pour les plus défavorisés. Les exemples fructueux présentés dans cet ouvrage se caractérisent par une volonté politique forte d'améliorer la distribution publique d'eau et, surtout, d'exercer un « contrôle social » : des réformes qui favorisent la participation citoyenne et la supervision démocratique des services publics. Voir <http://www.tni.org/books/brazilwater.htm> <<http://www.tni.org/books/brazilwater.htm>> . Ce recueil a d'abord été publié en portugais (Experiências de Êxito em Serviços Públicos Municipais de Saneamento) en juin 2006 par l'ASSEMAE, fédération qui rassemble plus de 1700 entreprises publiques d'eau et d'assainissement dans tout le Brésil. <http://www.assemae.org.br/> <<http://www.assemae.org.br/>>

Situation et perspectives de l'économie mondiale 2007

Les Nations Unies viennent de publier leur rapport Situation et perspectives de l'économie mondiale 2007, qui brosse un panorama économique mondial et présente les perspectives à court terme de l'économie internationale. Il s'agit d'une publication conjointe du Département des Affaires économiques et sociales de l'ONU, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et des cinq commissions régionales des Nations Unies. Selon ce rapport, la croissance moyenne mondiale devrait retomber à 3,2% en 2007 (contre 3,8% en 2006), essentiellement à cause du ralentissement attendu aux États-Unis. La reprise économique en Europe et au Japon ne suffira pas à relancer la croissance mondiale. Les prévisions sont majoritairement optimistes pour les pays en développement, avec une croissance moyenne attendue de 5,9% en 2007, en léger recul par rapport aux 6,5% de 2006. La Chine, l'Inde et quelques autres grandes économies émergentes maintiennent une forte croissance, mais de nombreux pays en développement demeurent extrêmement vulnérables à la volatilité des prix des matières premières et des marchés financiers internationaux. Il faut une plus forte croissance de l'emploi, qui n'a pas suivi l'augmentation de la production. Le rapport peut être téléchargé dans son intégralité à l'adresse <http://www.un.org/esa/policy/wess/wesp.html>

<<http://www.un.org/esa/policy/wess/wesp.html>> . Le résumé existe en arabe, chinois, français, russe et espagnol. Des exemplaires peuvent être commandés à la même adresse, au prix de 30 USD (en anglais uniquement).

Privatisation des infrastructures fondamentales en Afrique subsaharienne : l'impact des OMD

Un nouveau rapport du PNUD s'appuyant sur les conclusions d'un ouvrage financé par le Programme, « Privatization and Alternative Public Sector Reform in Sub-Saharan Africa » (Bayliss and Fine, à paraître) analyse l'incidence de la privatisation sur la distribution d'eau et d'électricité, et conclut à son échec généralisé. En effet, la privatisation entrave la réalisation des OMD relatifs à l'eau et à l'assainissement, ainsi que de ceux liés à l'énergie. Elle a échoué sur plusieurs plans. Contrairement aux attentes, les investisseurs privés se sont montrés frileux et les gouvernements ont donc dû les convaincre à grand renfort d'incitants financiers. Il faudra une augmentation spectaculaire des ressources externes et nationales pour financer des investissements publics accrus dans ces secteurs, approche qui rejoint la priorité actuelle qui consiste à adopter dans la région des stratégies de développement fondées sur les OMD plus ambitieuses. Le rapport est disponible à l'adresse <http://www.undp-povertycentre.org/pub/IPCPolicyResearchBrief003.pdf> <<http://www.undp-povertycentre.org/pub/IPCPolicyResearchBrief003.pdf>> .

Si vous ne souhaitez plus recevoir Flash ISP par courrier électronique, veuillez répondre à ce courrier en écrivant "unsubscribe" dans votre message. Vous pouvez aussi le distribuer autour de vous, et nous envoyer vos commentaires: communications@world-psi.org.

International des Services Publics
www.world-psi.org <<http://www.world-psi.org>> communications@world-psi.org <<mailto:communications@world-psi.org>>